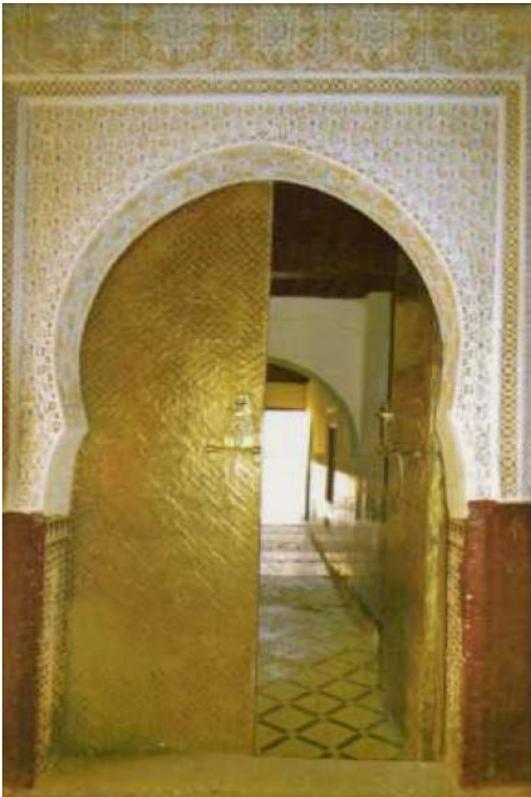


---

## ***Le Maghreb face aux nouveaux enjeux mondiaux***

---

**Le Maghreb vu de Chine : perceptions  
et orientations au lendemain des printemps arabes**



**Alice Ekman**

*Février 2013*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte  
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Avec le soutien du groupe OCP



ISBN : 978-2-36567-077-7  
© Ifri – 2013 – Tous droits réservés

Ifri  
27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE  
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00  
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60  
Email : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

Ifri-Bruxelles  
Rue Marie-Thérèse, 21  
1000 – Bruxelles – BELGIQUE  
Tél. : +32 (0)2 238 51 10  
Fax : +32 (0)2 238 51 15  
Email : [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

Site Internet : [ifri.org](http://ifri.org)

# Remerciements

---

Cette étude a été réalisée à partir d'une analyse de travaux de recherche chinois et étrangers, d'articles sélectionnés dans la presse chinoise généraliste et spécialisée, et d'entretiens. Plusieurs spécialistes chinois de la région ont notamment été sollicités.

Que soient ici remerciés pour leur contribution :

- LI Guofu, Director, Center for Middle East Studies, Senior Research Fellow, China Institute of International Studies (CIIS)
- LI Weijian, Executive Director, Institute for Foreign Policy, Director, Center for West-Asian & African Studies, Institute for Foreign Policy Studies, Shanghai Institutes for International Studies (SIIS)
- LIANG Qi, Assistant Research Professor, Division of Energy International Cooperation, Energy Research Institute, National Development and Reform Commission (NDRC)
- LIU Zhongmin, Director, Middle East Studies Institute, Shanghai International Studies University
- MA Xiaolin, Director, Chinese Academy of Middle East Studies, Director, China-Arab Friendship Association, Former Senior Xinhua Correspondent in several Middle Eastern countries
- SUN Degang, Associate Professor, Middle East Studies Institute, Shanghai International Studies University
- WANG Lincong, Director of the International Relations Studies, Secretary General of the Gulf Research Center, Senior Research Fellow, Institute of West-Asian and African Studies, Chinese Academy of Social Sciences (CASS)
- WU Bingbing, Vice Director, Department of Arabic, School of Foreign Languages ; Director, Institute

of Arabic-Islamic Studies, The Sultan Qaboos Professor  
in Arabic Studies, Peking University

- ZHANG, Kobe, entrepreneur chinois au Maghreb
- ZHU Ming, Research fellow, Center for West Asian & African Studies, Shanghai Institutes for International Studies (SIIS)
- ZHU Yuezhong, Director, International Collaboration Division, Energy Research Institute, National Development and Reform Commission

Ainsi que toutes les personnes qui ont généreusement  
accepté de partager leurs expériences à titre anonyme.

# Sommaire

---

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>PERCEPTIONS ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES INITIALES .....</b>	<b>6</b>
<b>Les grandes étapes de la relation Chine-Maghreb.....</b>	<b>6</b>
<b>L'ère Hu : développement des relations avec le monde arabe .....</b>	<b>8</b>
<b>ABSENCE DE STRATEGIE COORDONNEE A L'EHELLE REGIONALE .....</b>	<b>17</b>
<b>Une région secondaire .....</b>	<b>17</b>
<b>Une approche pays par pays .....</b>	<b>18</b>
<b>Perceptions institutionnelles multiples.....</b>	<b>19</b>
<b>Des intérêts parfois contradictoires .....</b>	<b>23</b>
<b>Absence de ligne idéologique directrice.....</b>	<b>24</b>
<b>NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA VISION CHINOISE DU MAGHREB .....</b>	<b>27</b>
<b>La Chine face aux risques .....</b>	<b>27</b>
<b>La Chine face aux printemps arabes .....</b>	<b>30</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>41</b>
<b>RÉFÉRENCES .....</b>	<b>44</b>

# Introduction

---

Ces deux dernières années ont été marquées par les mouvements de protestation dans le monde arabe. Ces mouvements ont été suivis avec la plus grande attention par les autorités chinoises, préoccupées à la fois par les conséquences intérieures, sur l'opinion publique et la stabilité politique du pays, et extérieures, sur les intérêts économiques et les ressortissants chinois présents en Afrique du Nord.

Les réponses formulées par la Chine ont varié d'un pays à l'autre. En s'abstenant lors du vote de la résolution 1 973 du Conseil de sécurité des Nations unies condamnant le régime de Mouammar Kadhafi en mars 2011, la Chine avait permis une intervention par les forces aériennes étrangères, prenant quelque distance par rapport à l'un des principes fondamentaux de sa politique étrangère. Mais le principe de non-ingérence a de nouveau été invoqué en février 2012, lorsque Pékin, aux côtés de Moscou, a opposé son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité condamnant la répression en Syrie.

Le traitement des événements à l'intérieur du pays a également varié, du contournement initial par les médias officiels au moment de l'émergence des mouvements de protestations en Tunisie, aux débats nombreux et passionnés sur la situation en Syrie et les positions chinoises et américaines, plus récemment.

Mais ces mouvements ont-ils changé la perception et les orientations stratégiques de la Chine sur la région ? Le regard de Pékin a-t-il évolué depuis le début des révoltes en Tunisie en décembre 2010 ? Comment la Chine appréhende-t-elle la région aujourd'hui ?

L'étude a pour ambition de répondre à ces questions, en s'attachant à comprendre dans un premier temps les axes stratégiques de la présence chinoise dans la région avant les « printemps arabes », afin de pouvoir ensuite mieux identifier

---

*Alice Ekman est chercheur associé au Centre Asie de l'Ifri.*

les changements éventuels depuis l'émergence de ces mouvements.

C'est exclusivement la perception chinoise de la région que l'étude tente de restituer, prenant notamment en compte les analyses – parfois divergentes – de spécialistes et praticiens chinois du monde arabe interrogés à Pékin et à Shanghai en juillet 2012, après l'émergence des mouvements. L'étude porte avant tout sur les relations qu'entretient la Chine avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, mais elle prend également en compte la situation en Égypte et en Libye.

Y sont abordées les questions de la délimitation géographique du monde arabe selon la Chine, des intérêts de l'Afrique du Nord tels qu'ils sont perçus par les pouvoirs publics et les grandes entreprises chinoises, du suivi des révoltes dans le monde arabe, ou encore du développement de l'analyse académique et stratégique chinoise. Au regard de cet état des lieux, l'étude évaluera en conclusion s'il y a actuellement redéfinition de la politique étrangère chinoise en Afrique du Nord, et fera la synthèse des principaux axes stratégiques les plus probablement développés à court et moyen terme par Pékin dans la région.

# Perceptions et orientations stratégiques initiales

---

## *Les grandes étapes de la relation Chine-Maghreb*

Les grandes étapes de la relation Chine-Maghreb sont facilement identifiables tant les différences sont marquées d'une période à l'autre : il y aura l'avant et l'après-ouverture. L'ère Mao est caractérisée par une Chine fermée, entretenant peu de relations avec cette partie du monde comme avec beaucoup d'autres. En contexte de guerre froide, les relations avec les pays d'Afrique du Nord sont limitées et encadrées par une rhétorique tiers-mondiste. Au début des années 1970, la politique étrangère chinoise de Mao est alors construite autour d'une division du monde en trois blocs distincts : l'URSS et les États-Unis, considérés alors comme deux superpuissances impérialistes par la Chine, forment le « premier monde », les pays d'Europe de l'Ouest, le Japon, l'Australie ou encore le Canada forment le « deuxième monde », tandis que les pays sous-développés d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique forment le « tiers-monde », que la Chine invite à fédérer pour faire face à la domination du premier monde. Mao espérait alors établir une relation de solidarité entre le deuxième monde et le tiers-monde dans sa lutte contre le premier.

Si cette époque est révolue, le mouvement afro-asiatique a été le point de départ du développement de certaines relations bilatérales dans la région, notamment entre la Chine et l'Algérie, qui entretiennent des relations privilégiées depuis le milieu des années 1950, avant même l'indépendance algérienne. Les relations entre la Chine et le Maroc ont également été établies à cette période (en 1958, deux ans après l'indépendance du Maroc). L'Égypte, pour sa part, fut le premier pays arabe et africain à établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, en mai 1956. La Tunisie fait figure d'exception dans la région avec un établissement plus tardif des relations diplomatiques avec Pékin (janvier 1964, lors de la visite officielle de Zhou Enlai). À cette époque, le

développement de la reconnaissance officielle de la République populaire de Chine aux dépens de la République de Chine (Taiwan) est un objectif majeur de la politique étrangère de Pékin.

Si la Chine a établi des relations officielles avec la majorité des pays du monde arabe à la fin des années 1960, ce n'est réellement qu'à partir de l'ère de réforme et d'ouverture mise en place par Deng Xiaoping à la fin des années 1970 que le pays entretiendra des relations diplomatiques approfondies avec plusieurs pays de la région, et surtout à partir des années 1990, période de renforcement de l'ouverture du pays et de forte hausse des exportations chinoises.

La politique menée par Deng Xiaoping à partir du début des années 1980 vis-à-vis du Maghreb et du monde arabe, comme de la majorité des pays du monde, demeure extrêmement passive et réactive. La priorité est au développement économique du pays et la politique étrangère est, dans ce contexte, avant tout un outil au service de cette priorité. Le principe guidant désormais la politique étrangère de Deng est *taoguang yanghui* (韬光养晦 – « Dissimuler son éclat et rechercher l'obscurité » ; ou plus communément « faire profil bas »). Il convient alors d'éviter toute implication extérieure qui pourrait mener à des troubles ou constituer un obstacle à cet objectif premier de développement économique national. Une distance est entretenue face aux événements internationaux, la Chine tentant d'adopter la position la plus « nuancée » ou « équilibrée<sup>1</sup> » possible, soit une forme de *statu quo* qui a l'avantage de limiter les prises de risque sur la scène internationale.

Cette forme de passivité ne commencera à s'atténuer réellement qu'au cours des années 2000, alors qu'il devient difficile pour la Chine d'occuper une position d'observateur. Tout d'abord, en tant que puissance mondiale, il lui est plus souvent demandé de prendre position et « d'assumer ses responsabilités » – les leaders chinois ne peuvent désormais plus éluder les questions comme ils pouvaient encore le faire il y a dix ans<sup>2</sup>. Surtout, elle doit protéger ses intérêts

---

<sup>1</sup> 平衡 (*pingheng*) : mot encore fréquemment employé aujourd'hui par les diplomates chinois.

<sup>2</sup> Par exemple, il y a dix ans, Jiang Zemin déclarait à un journaliste américain, alors que le président américain George W. Bush était à côté de lui : « Vous m'avez posé une question concernant l'Irak. Le problème irakien est assez éloigné de nous. Mais je pense, comme je l'ai clairement exprimé dans ma discussion avec le président Bush à l'instant, que ce qui est important est que la paix soit hautement considérée », cité par *The Economist*, « What a Difference a Decade Makes »,

économiques à l'étranger et sécuriser ses approvisionnements en énergie, indispensables pour alimenter sa croissance. Ainsi, la Chine est de plus en plus concernée par les événements politiques et économiques de la région du fait de la présence croissante d'intérêts économiques et de ressortissants, en Libye, en Algérie, et en Égypte notamment.

## ***L'ère Hu : développement des relations avec le monde arabe***

### **L'Afrique du Nord vue de Chine : ordre des priorités**

La fin de la guerre froide a amené une transformation des relations entre la Chine et le monde arabe. Surtout, depuis environ cinq ans, la rivalité avec Taïwan n'est plus un enjeu majeur de la diplomatie chinoise dans la région. Des tensions émergent de temps à autre lorsque certains pays reprennent contact avec Taiwan (Libye, Égypte, Jordanie) mais, de manière générale, la compétition avec la République de Chine ne fait plus rage dans la région ces dernières années.

D'autres enjeux sont désormais au cœur de l'approche chinoise envers le monde arabe. Ils expliquent le renforcement des relations diplomatiques et économiques entre la Chine et la région, symbolisé par la création d'un Forum sino-arabe en 2004. Ce forum, qui réunit des acteurs politiques et économiques de la Chine et de la majorité des pays de la Ligue arabe, affiche au fil des ans des objectifs de plus en plus ambitieux<sup>3</sup>.

Aujourd'hui, plusieurs intérêts motivent, à différents niveaux, l'intensification des relations avec les pays du Maghreb et la présence chinoise dans la région : l'approvisionnement en ressources naturelles, le développement international des grandes entreprises, l'accès aux marchés locaux et alentours et enfin, dans une moindre mesure, la politique de développement de certaines provinces intérieures (Ningxia, par exemple). Une hiérarchie des intérêts apparaît

---

28 février 2012.

<sup>3</sup> Par exemple, le ministre chinois des Affaires étrangères avait appelé en mai 2012, lors de la 5<sup>e</sup> conférence ministérielle du Forum sino-arabe (Hammamet, Tunisie), à « fournir davantage d'efforts pour augmenter le volume des échanges entre la Chine et les pays de la Ligue arabe, pour atteindre 300 milliards de dollars en 2014, former 5 000 professionnels arabes entre 2012 et 2014, et créer des mécanismes de coopération dans les domaines de la santé, du contrôle qualité et plus largement de l'industrie », Xinhua, « Chinese, Arab Ministers Kick off Meeting in Tunisia to Deepen Cooperation », 31 mai 2012.

avec évidence au fil des entretiens avec les spécialistes chinois de la région : l'approche chinoise envers le Maghreb s'inscrit avant tout dans le cadre global de sa politique de sécurité énergétique, et ensuite de sa stratégie d'internationalisation des grandes entreprises (« *go global policy* »).

### *Sécurité énergétique*

L'activisme chinois dans la région s'explique tout d'abord par une volonté accrue d'approvisionnement en ressources naturelles. Depuis que la Chine est devenue importatrice nette de pétrole en 1993, la question de la sécurité énergétique est au cœur de la politique étrangère chinoise. La consommation énergétique de la Chine est en constante augmentation et demeure indispensable pour alimenter la forte croissance de son économie. L'accès aux ressources énergétiques n'est pas une priorité nouvelle pour Pékin<sup>4</sup> mais elle s'est progressivement renforcée ces dernières années. Dans ce contexte, le rôle stratégique de l'Afrique et du Moyen-Orient est logiquement devenu plus important pour la Chine. Depuis la fin des années 1990, les investissements directs à l'étranger (IDE) chinois se sont multipliés dans les pays africains exportateurs de pétrole (Nigeria, Soudan notamment). Au Maghreb, c'est naturellement vers l'Algérie riche en pétrole que la Chine s'est tournée en priorité pour développer des relations diplomatiques et économiques approfondies. Les grandes compagnies pétrolières chinoises (CNOOC, Sinopec, CNPC) sont largement présentes dans plusieurs pays d'Afrique du Nord : Libye et Algérie principalement, mais également, à niveau moindre, au Maroc et en Tunisie. Le pétrole concerne une part importante des IDE chinois au Maghreb, mais c'est l'approvisionnement énergétique au sens large qui motive la stratégie chinoise d'implantation dans la région : des grandes entreprises investissent également massivement dans l'exploitation gazière et minière (China Geo Engineering ou Socom, par exemple). Signe de ce développement, le Forum de coopération sino-arabe, dont la cinquième édition s'est tenue à Hammamet en Tunisie fin mai 2012, inclut désormais un « Congrès de coopération énergétique » qui a pour objectifs officiels « le renforcement des relations sino-arabes dans le domaine de l'énergie et le soutien du développement durable en faveur des deux parties<sup>5</sup> ».

---

<sup>4</sup> Jin, Llangxing, « China and the Middle East: Energy First », *Middle East Quarterly*, vol. 12, n° 2, 2005, p. 3-10.

<sup>5</sup> « 5<sup>e</sup> forum de coopération sino-arabe à Hammamet (Tunisie) », Algérie Presse Service, 31 mai 2012.

« *Go global policy* »

La « *go global policy*<sup>6</sup> » est un axe de développement économique adopté en 2001 par le gouvernement central et qui encourage les investissements à l'étranger, en premier lieu des entreprises d'État (grands projets de construction, par exemple). Elle consiste principalement en un allègement des contraintes administratives pour les entreprises chinoises concernées<sup>7</sup>, et a été soutenue par l'intensification des coopérations politiques sur le continent.

Dans une certaine mesure, la « *go global policy* » marque un tournant dans l'approche chinoise de la région : avant 2001, la présence chinoise y était encore très limitée – ses activités consistaient principalement en l'achat de pétrole et en vente d'armes. Après cette date, un nombre croissant de fonctionnaires et d'entrepreneurs chinois ont établi des liens avec plusieurs pays du monde arabe sous l'impulsion de la nouvelle stratégie du gouvernement central.

Dans ce contexte, le Maghreb et le Moyen-Orient, avec leurs marchés émergents et inexploités et leurs ressources pétrolières abondantes, ont naturellement attiré l'attention du gouvernement chinois. L'Algérie, par exemple, compte parmi les principales zones de développement des grands groupes de BTP chinois. Les entreprises de BTP chinoises ont eu en charge de nombreux projets d'envergure sur l'ensemble du pays (aéroport, centres commerciaux, plus de 60 000 logements, autoroute la plus longue du continent, etc.).

L'intérêt de Pékin au Maghreb est plus complexe qu'en Afrique subsaharienne, où la stratégie d'approvisionnement en matières premières prédomine largement. En Afrique du Nord, la Chine s'intéresse également à l'accès aux marchés locaux. Le Maghreb représente un marché à l'exportation attrayant, d'autant que le niveau de vie et le pouvoir d'achat y sont supérieurs à la plupart des marchés d'Afrique subsaharienne. De manière générale, les échanges commerciaux entre l'Afrique du Nord et la Chine ont fortement augmenté depuis les années 2000, sous l'effet de la politique d'ouverture chinoise et de l'intégration de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Au Maghreb, les biens de consommation chinois peuvent s'écouler plus facilement, tels que

---

<sup>6</sup> 走出去 (*zou chu qu*).

<sup>7</sup> Nicolas, Françoise, *La Présence économique chinoise et indienne au Maghreb*, Paris, Ifri, 2010, programme « Le Maghreb dans son environnement régional et international », « Note de l'Ifri », p. 19.

le textile ou les jouets, mais également des produits à plus forte valeur ajoutée, tels que l'électroménager. Par exemple, Haier Maghreb Arabe (HHW), basé en Tunisie depuis 2001, *joint-venture* entre le leader chinois de la climatisation et de l'électroménager et des promoteurs tunisiens, est orienté non seulement vers le marché tunisien mais également vers les autres marchés du Maghreb. Depuis son implantation à Bir M'Chergua, à 40 kilomètres de Tunis, les produits Haier Tunisie (climatiseurs principalement, mais aussi réfrigérateurs, congélateurs, lave-linge, lave-vaisselle, fours à micro-ondes, téléviseurs et lecteurs DVD) s'écoulent sur l'ensemble de l'Afrique du Nord.

Outre l'accès aux marchés locaux, c'est la proximité avec l'Europe qui est attractive aux yeux des investisseurs chinois. En effet, pour de nombreuses entreprises chinoises, l'accès au marché européen demeure primordial, même si la demande européenne a largement baissé depuis la crise économique et financière de l'automne 2008, et la crise de la dette européenne plus récemment. La proximité avec l'Europe est d'autant plus attractive pour les investisseurs chinois que certains pays du Maghreb ont signé des accords préférentiels avec le continent. Ces accords changent radicalement la donne pour de nombreux investisseurs, qui reconnaissent sans détour que l'existence de ces accords a grandement joué dans le choix du pays d'implantation de leur usine<sup>8</sup>.

Enfin, l'accès aux marchés subsahariens entre lui aussi en ligne de compte. Si Li & Fung, grand sous-traitant hongkongais dans le secteur du textile, projette d'investir 300 millions de dollars au Maroc sur trois ans à partir de 2012, c'est parce qu'il considère que la proximité avec l'Afrique est un atout, en plus du coût relativement faible de la main-d'œuvre marocaine. Il compte se démarquer de la concurrence dans la région notamment grâce à sa large main-d'œuvre, réactive et capable de délivrer des produits sous 24-48 heures.

Il existe une grande diversité de pratiques selon les entreprises chinoises implantées dans la région (entreprises d'État ou privées, grands groupes ou PME, etc.) et l'industrie concernée. La diversification des investissements chinois s'est renforcée ces dernières années : en plus des grands secteurs

---

<sup>8</sup> Par exemple, un entrepreneur chinois dans le secteur textile et présent au Maroc considère que l'accord d'association existant entre le Maroc et l'Union européenne représente un réel avantage comparatif, au même titre que les faibles coûts de production. Entretien, Shanghai, juillet 2012.

traditionnels (textile, ressources naturelles, BTP, télécommunication), un nombre croissant de PME développe une offre de produits et de services à destination de la communauté chinoise du pays mais également, et de plus en plus, de la population locale.

Logiquement, selon ces deux principaux axes d'investissement (approvisionnement en ressources énergétiques et accès aux marchés), les pays considérés comme les plus importants dans la région par la Chine sont l'Égypte et l'Algérie. Au-delà des relations historiques étroites entre Pékin et Le Caire, l'Égypte occupe aujourd'hui une place particulièrement importante aux yeux de Pékin du fait de sa position géographique (proximité avec le Soudan et la Libye), des avantages en termes de sécurisation des axes de communication maritime mais également de la taille de sa population (accès à un marché non négligeable). L'Égypte est actuellement le principal marché d'exportation pour la Chine, devant l'Algérie et le Maroc. D'après le ministre égyptien du Commerce, les échanges entre les deux pays ont totalisé 8,8 milliards de dollars en 2011, soit une hausse de 40 % depuis 2008.

La Tunisie et le Maroc sont jusqu'à présent restés, dans une certaine mesure, secondaires dans l'ordre des priorités de la Chine dans la région. Les relations avec le Maroc se sont développées au cours des années 2000, après l'accession au trône du nouveau roi en 1999. Au Maroc, les entreprises chinoises sont présentes dans l'import-export, dans le secteur halieutique (exploitation de chalutiers congélateurs et importation de poissons congelés), mais comme la Tunisie, le pays n'attire à l'heure actuelle qu'un faible volume d'investissements chinois. Le contraste avec l'Algérie s'explique, au-delà des bonnes relations historiques entre les deux pays, par le fait que la Chine investit en priorité dans les pays producteurs de pétrole, et qu'une part significative des importations vers la Chine est logiquement constituée de ressources naturelles.

#### *Enjeux de politique intérieure*

Il serait réducteur d'affirmer que la Chine n'a d'autres ambitions que la sécurité énergétique et le développement de ses entreprises dans la région. Des enjeux de politique intérieure définissent également l'approche chinoise envers l'Afrique du Nord.

Outre le développement des échanges économiques entre la Chine et les États membres des organisations du monde arabe, l'engagement croissant de Pékin dans la région a

ponctuellement servi certains de ses intérêts dits « fondamentaux<sup>9</sup> ». Ainsi, en 2009, après que le gouvernement chinois a contenu les émeutiers dans la province à majorité musulmane du Xinjiang, il reçut le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), Ekmeleddin Ihsanoglu, pour une visite de la région où s'étaient déroulées les émeutes. Celui-ci s'est abstenu de critiquer les autorités chinoises et a seulement exprimé son souhait que « le développement dans le domaine culturel accompagne le développement économique<sup>10</sup> ». Cette visite a fourni, dans une certaine mesure, une couverture politique à la Chine et l'a aidée à estomper la dégradation de ses relations avec les pays musulmans à la suite de ces événements<sup>11</sup>.

Plus généralement, les autorités chinoises gardent à l'esprit la question du Xinjiang dans leur approche du monde arabe. Pékin craint que l'influence des courants islamistes ou panturcs originaires du Moyen-Orient ne mette en péril la stabilité du grand Ouest chinois. La lutte contre le terrorisme est un enjeu de coopération bilatérale avec plusieurs pays du monde arabe.

La Chine espère également accroître, grâce aux relations établies dans la région, le soutien politique dont elle bénéficie au sein des organisations internationales<sup>12</sup>. Si les considérations économiques sont primordiales, les autorités chinoises prennent également en compte des considérations politiques et le soutien diplomatique potentiel des nouveaux partenaires de la région. Cette prise en compte est à double sens : les pays du Maghreb espèrent également pouvoir compter sur le soutien de la Chine pour l'avancement de certains dossiers qui leur sont chers<sup>13</sup>, tels que celui de la représentation du continent africain dans les organisations internationales, ou leurs options de résolution de certains conflits (question palestinienne, dossier du Sahara occidental,

---

<sup>9</sup> 核心利益 (*hexin liyi*).

<sup>10</sup> « IOC Chief Urges Cultural Sensitivity in Xinjiang », AFP, 26 décembre 2010.

<sup>11</sup> Chen, James, « The Emergence of China in the Middle East », Washington, DC, Institute for National Strategic Studies, décembre 2011, « Strategic Forum », n° 271, p. 3.

<sup>12</sup> Fan Hongda, Hong Zhen, « Analyse des risques pays au Moyen-Orient : le cas du golfe Persique », *Arab World Studies*, juillet 2010.

<sup>13</sup> « L'Afrique, qui est attachée à l'approfondissement par les Africains des solutions aux conflits et aux crises sur le continent, trouve auprès de la Chine un soutien constant à ses positions et initiatives », avait déclaré Abdelkader Messahel, ministre délégué algérien chargé des Affaires maghrébines et africaines, lors de la 5<sup>e</sup> conférence ministérielle du Forum de coopération sino-africain, qui s'est tenue en juillet 2012 à Pékin.

pour lequel la Chine est un des soutiens traditionnels de l'Algérie, notamment).

Par ailleurs, la Chine conçoit également la région comme une zone de développement de son *soft power*, un des nouveaux objectifs de la diplomatie chinoise depuis le milieu des années 2000. De la création des instituts Confucius pour l'apprentissage du chinois en 2004 au lancement d'un nouveau groupe de chaînes de télévision chinoises en langue étrangère en 2009, la Chine multiplie ses outils d'influence dans de nombreux pays étrangers, et l'Afrique du Nord ne fait pas exception. Elle a développé ces dernières années les échanges culturels et académiques avec tous les pays du Maghreb (Algérie et Maroc notamment) et y a implanté plusieurs instituts Confucius : au Maroc (Rabat, 2009), en Tunisie (Sfax, 2009), ou encore en Égypte (Le Caire et Ismaïlia, tous deux créés en 2008). En parallèle, le développement des échanges touristiques s'est accéléré, facilité par la création de liaisons aériennes directes entre la Chine et le Maghreb (Egypt Air, mais également Air Algérie, qui a ouvert une ligne directe Alger-Pékin<sup>14</sup> en février 2009). Depuis le milieu des années 2000, le Maghreb et le Moyen-Orient accueillent un nombre croissant de touristes chinois. Pour les pays qui ne disposent pas – ou en quantité limitée – de ressources pétrolières et dont l'économie dépend largement de l'industrie du tourisme, les visiteurs chinois représentent une opportunité de croissance non négligeable. Certains pays multiplient les initiatives pour attirer spécifiquement la clientèle chinoise. L'Égypte, par exemple, a ouvert un bureau du tourisme à Pékin, et des guides touristiques égyptiens ont reçu une formation en langue chinoise.

### **Le développement du marché intérieur : le cas du Ningxia**

Avec plus de 22 millions de Chinois musulmans (1,6 % de la population nationale), la Chine tente aujourd'hui de s'appuyer sur certaines proximités culturelles et religieuses existantes avec les pays du monde arabe pour stimuler son économie intérieure. Le cas du Ningxia est représentatif de cette nouvelle approche.

Le Ningxia, petite région autonome du Nord-Ouest de la Chine, abrite 6 millions d'habitants, dont 20 % de Hui, minorité

---

<sup>14</sup> « Air Algérie ouvre une ligne directe Alger-Beijing », Xinhua, 23 février 2009.

ethnique musulmane. Il s'agit d'une des provinces les plus pauvres de Chine, avec un produit intérieur brut (PIB) de 206 milliards de renminbi (RMB) en 2011 selon les statistiques officielles, soit le plus faible après le Tibet et le Qinghai dans le classement des provinces par PIB. C'est dans cette province qu'a lieu depuis 2012 le Forum économique et commercial sino-arabe, conjointement organisé par le ministère du Commerce, le Conseil pour la promotion du commerce international et le gouvernement du Ningxia. Ce forum réunit des représentants de pays arabes (Algérie, Égypte, Liban, Émirats arabes unis, Libye, Jordanie, Irak, Qatar, principalement) et des entrepreneurs arabes et chinois autour d'événements économiques commerciaux (séminaires sur l'énergie, l'agriculture, la finance, l'industrie halal, les échanges touristiques, etc.) et culturels (séminaire sur la minorité Hui ou sur l'art islamique), par exemple. S'il reste faiblement médiatisé à l'étranger, ce forum jouit d'une attention croissante au niveau national, avec notamment l'intervention de Li Keqiang – vice Premier ministre et futur Premier ministre à partir de mars 2013 – lors de la troisième édition du forum en septembre 2012.

Ce forum économique et commercial sino-arabe fait partie intégrante de la stratégie du Conseil d'État pour promouvoir le développement économique et social du Ningxia<sup>15</sup>. La proximité culturelle et religieuse, et plus largement le développement des relations entre certaines provinces et le monde arabe sont ainsi perçus par le gouvernement central comme une opportunité d'ouverture vers l'extérieur et de développement économique de certaines provinces pauvres de l'intérieur du pays. De la même manière, c'est spécifiquement en soulignant l'existence de liens culturels et religieux que des chercheurs chinois spécialistes du monde arabe appellent au développement des relations entre la région et les pays de la Ligue arabe<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> Parmi les nombreux axes de développement mentionnés dans « Opinions on Further Promoting Ningxia's Economic and Social Development », document présenté par le Conseil d'État en octobre 2008.

<sup>16</sup> « [Ningxia Hui Autonomous Region] has resource advantages formed by abundant minerals easily able to exploit; political advantages formed by national unity and social stability; geographical advantages formed by the unique location connecting neighbors; and cultural advantages formed by settlements of the Hui with their unique culture. These advantages benefit China's developing economic and trade relations with the countries of the Arab League and Islamic region, thereby establishing a platform for economic and trade exchanges and cooperation. Implementing the strategy of opening up to the countries in the Middle East and Arab League is one of China's strategic choices to construct a new pattern of an inland open economy in Ningxia. », Qian, Xuewen, 中阿经贸合作：形势、任务、问题与战略

Les relations avec le monde arabe sont non seulement perçues sous l'angle de la « *go global policy* », mais également sous celui de la « *bringing in strategy* », qui vise à attirer les investissements étrangers sur le territoire chinois, et plus largement dans le cadre de la politique clairement affichée par les deux derniers plans quinquennaux de développement économique des provinces de l'Ouest et du centre du pays, encore majoritairement en retard par rapport aux provinces de la côte est. Dans ce contexte, certains chercheurs chinois appellent à faire du Ningxia, par le biais du développement de ses relations avec le monde musulman, le moteur de l'intégration des provinces pauvres et enclavées de l'Ouest et du centre du pays dans l'économie mondiale<sup>17</sup>. Pour l'instant, les résultats de cette nouvelle stratégie ne peuvent encore être mesurés – le Ningxia demeure l'une des provinces les plus pauvres de Chine et sa situation économique n'a pas sensiblement évolué depuis le lancement récent des initiatives de coopération avec le monde arabe – mais la proximité culturelle et religieuse existant entre certaines provinces intérieures et des pays de la Ligue arabe n'en reste pas moins une opportunité de développement économique aux yeux des autorités chinoises.

---

(« Sino-Arab Economic and Trade Cooperation: Situations, Tasks, Issues and Strategies »), *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, Middle East Studies Institute of Shanghai International Studies University, vol. 5, n° 4, décembre 2011, p. 71-72.

<sup>17</sup> « *Initiating the China-Arab States Economic and Trade Forum in Ningxia, building the strategic highland by opening up the western regions to the West, and making Ningxia the bridgehead and first district of China's opening up to the Arab League and other Islamic regions to meet the need of further promoting the strategy of Western development.* », *Ibid.*

## **Absence de stratégie coordonnée à l'échelle régionale**

---

C'est avant tout selon les enjeux identifiés précédemment (Partie I) que les autorités publiques et les entreprises chinoises définissent leurs engagements en Afrique du Nord, région d'importance croissante mais encore secondaire aux yeux de Pékin.

### ***Une région secondaire***

Le monde arabe dans son ensemble a occupé au fil des années une place de plus en plus importante dans la politique étrangère chinoise. Progressivement, la Chine a développé des relations avec la Ligue arabe et la majorité de ses 22 pays membres. Depuis le début des années 2000, les autorités chinoises participent régulièrement aux conférences des principales organisations de la région (Conseil de coopération du Golfe, Organisation de la coopération islamique, etc.) impliquant de plus en plus fréquemment la présence de représentants de haut rang, tels que le président Hu Jintao ou le Premier ministre Wen Jiabao. La Chine elle-même devient initiatrice de rencontres. Depuis 2004, elle multiplie l'organisation de forums sino-arabes, où se retrouvent représentants d'États et d'entreprises de tailles diverses dans le but de consolider ses relations commerciales : forum entre les PME chinoises et arabes organisé en juin 2012 à Tianjin, troisième forum économique et commercial entre la Chine et les pays arabes en septembre 2012 dans la province du Ningxia, etc.

Toutefois, le Maghreb lui-même n'est pas identifié à l'heure actuelle comme une région prioritaire par Pékin, même si certains pays (Algérie, Libye) sont des partenaires privilégiés de la diplomatie chinoise. D'après les statistiques douanières chinoises, le commerce entre la Chine et les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG – Arabie Saoudite,

Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis et Oman) représente 70 % du commerce sino-arabe<sup>18</sup> en 2012. Et c'est avant tout ces pays, exportateurs d'énergie et importateurs de machines – notamment l'Arabie Saoudite – qui représentent un intérêt prioritaire aux yeux de la Chine.

### ***Une approche pays par pays***

Il n'existe pas à l'heure actuelle de stratégie coordonnée à l'échelle du continent. L'Afrique dans son ensemble constitue une zone d'échange, d'implantation et de développement importante pour les entreprises chinoises. La Chine a supplanté les États-Unis comme premier partenaire commercial de l'Afrique en 2009, et en 2012 les autorités chinoises ont doublé la ligne de crédit accordée à l'Afrique, pour un total de 20 milliards de dollars, devenant ainsi le premier bailleur de fonds du continent. Mais il demeure aujourd'hui difficile d'identifier les axes de la stratégie chinoise en Afrique, si ce n'est la poursuite des intérêts énergétiques et économiques nationaux.

Il est tout aussi difficile d'identifier une stratégie coordonnée à l'échelle du monde arabe. De fait, la Chine approche les pays de l'Afrique du Nord-Est assez indépendamment de ceux du Nord-Ouest, et plus généralement des pays du Moyen-Orient. Les relations entre la Chine et les pays du Maghreb se développent avant tout dans un cadre bilatéral, même après la création du Forum de coopération sino-arabe, et l'établissement en 2010 des relations de « coopération stratégique sino-arabe », dont les grandes orientations demeurent pour l'instant difficiles à identifier à l'échelle régionale. Les décisions et les programmes de coopération s'établissent pays par pays, en fonction des intérêts identifiés localement et au fil des opportunités de développement.

Plus spécifiquement, le rôle même du Maghreb dans la stratégie de politique économique chinoise demeure imprécis : il n'est pas considéré clairement comme une porte d'entrée vers l'Afrique subsaharienne, ou vers l'Europe, même s'il assume en pratique l'un ou l'autre de ces rôles pour un nombre

---

<sup>18</sup> « Le commerce entre la Chine et les pays arabes en plein essor malgré les troubles politiques », Xinhua, 17 août 2012.

croissant d'entreprises chinoises, selon l'industrie concernée et les objectifs qui leur sont propres.

L'absence de stratégie coordonnée s'explique en partie par le fait que l'intérêt de la Chine pour la région est relativement récent et, dans une certaine mesure, par l'éloignement géographique. Contrairement à certains pays d'Europe de l'Ouest, l'histoire de la Chine n'est pas mêlée de près ou de loin à celle de l'Afrique du Nord, qui est restée pendant longtemps une zone lointaine et peu connue des dirigeants chinois. L'absence de stratégie coordonnée s'explique également par l'influence encore forte de l'approche « profil bas » mise en place par Deng Xiaoping au début des années 1980. Cette approche plutôt passive de la politique étrangère chinoise s'applique au Maghreb comme au reste du monde, à l'exception de l'Asie de l'Est, zone stratégique où se concentre la majorité des intérêts considérés « fondamentaux » par Pékin. Enfin, et d'un point de vue plus opérationnel, l'absence de stratégie chinoise coordonnée au Maghreb s'explique en partie par l'absence de coordination institutionnelle.

## ***Perceptions institutionnelles multiples***

### **Des acteurs multiples**

Les institutions impliquées dans le développement de la présence chinoise au Maghreb sont multiples, avec chacune leurs approches et leurs objectifs propres et, dans certains cas, contradictoires. La délimitation même de la région diffère selon les institutions. Ainsi, le monde arabe dépend, au sein du ministère des Affaires étrangères, du « département des affaires d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord<sup>19</sup> », alors qu'au sein du ministère du Commerce, il s'agit du « département des affaires de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique<sup>20</sup> ». Par conséquent, certaines réunions interministérielles sont parfois asymétriques, avec une prise en considération plus ou moins large de la région dans le traitement d'un même dossier. Le département du ministère des Affaires étrangères (« département des affaires d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord ») lui-même différencie le Moyen-Orient du Maghreb. De fait, ce département supervise trois régions distinctes : la région du

---

<sup>19</sup> 西亚北非司 (*xīyā běifēi sī*).

<sup>20</sup> 西亚非司 (*xīyā fēi sī*).

Golfe, celle qui s'étend de la Syrie au Liban, et enfin l'Afrique du Nord, de la Libye au Maroc. Au sein de ce département, deux catégories de pays sont communément identifiées par les diplomates et chercheurs chinois : les grands exportateurs de pétrole (pays du Golfe, Algérie) et les autres<sup>21</sup> (Égypte, Maroc, etc.).

Outre les divergences de catégorisation, des divergences de fond existent entre les institutions de politique étrangère chinoise. Sur l'Iran par exemple, l'approche du ministère des Affaires étrangères (MFA) diffère de celle du ministère du Commerce (MOFCOM). Le premier prône la continuité des relations avec le pays sans inflexions majeures, alors que le second tend logiquement à prendre davantage en considération les conséquences économiques d'une telle posture.

De manière générale, les divergences d'approche entre le MOFCOM et le MFA sont récurrentes, ce dernier étant plus enclin à défendre une position de « grande puissance », alors que le MOFCOM est prêt selon les enjeux économiques à adopter une position plus conciliante et moins offensive – quitte à ce que la Chine apparaisse encore comme une « puissance émergente » aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale. Ces divergences sont parfois exacerbées par la concurrence croissante existant entre les deux institutions – le rôle du MOFCOM dans le processus de décision de politique étrangère s'étant accru au fil du développement économique du pays, au détriment du MFA. Selon les dossiers, les deux institutions n'exercent pas toujours le même poids dans la prise de décisions : sur le dossier iranien par exemple, le poids du MOFCOM tend à être plus important que celui du MFA.

Outre les divergences de perceptions entre ministères, d'autres divergences institutionnelles font obstacle à l'émergence d'une stratégie chinoise coordonnée dans la région. Les institutions sont en effet multiples et différentes par leurs fonctions, leurs approches et surtout leur poids dans le processus de décision. La National Development and Reform Commission (NDRC) joue un rôle prépondérant dans l'élaboration des axes de la politique étrangère chinoise dans le monde arabe. Ces axes sont avant tout dessinés selon les plans économiques suggérés par l'institution, et en particulier par sa division énergie, qui valide les projets des grandes compagnies pétrolières d'État. L'approche de la NDRC

---

<sup>21</sup> Entretien, fonctionnaire, Pékin, juillet 2012.

concernant l'Afrique du Nord est avant tout énergétique. Si la Chine est présente dans les pays de la zone, c'est principalement, selon cette institution, pour une question de sécurité énergétique, et notamment pour s'approvisionner en : (1) pétrole, (2) gaz naturel<sup>22</sup>. Par ailleurs, le système bancaire national – la Banque chinoise de développement<sup>23</sup> notamment – exerce également une influence significative sur la présence chinoise en Afrique du Nord, puisque c'est lui, en coordination avec la NDRC, qui valide la faisabilité et la rentabilité financière des grands projets.

Parallèlement, le bureau des affaires extérieures (*waiban*) de l'Armée populaire de libération (APL) élabore ses positions de façon autonome, indépendamment de celles des autres institutions parties prenantes dans le développement de la présence chinoise à l'étranger. Certaines de ces décisions concernant le continent africain sont directement liées à l'existence de contrats d'armement. Enfin, le ministère de la Sécurité d'État<sup>24</sup>, ainsi que d'autres agences nationales de renseignement sont également impliqués dans le développement de la présence chinoise dans la région, avec une approche encore différente des institutions susmentionnées.

Établir l'ordre hiérarchique existant entre ces institutions et leur poids relatif dans le processus de décision demeure une tâche ardue. Cependant, il apparaît clairement que le MOFCOM et le MFA ont un rôle généralement moins influent que la NDRC, le système bancaire, l'APL ou l'appareil de sécurité d'État dans la définition des axes de développement de la présence chinoise dans le monde arabe. Et le MOFCOM lui-même apparaît plus influent que le MFA sur une majorité de dossiers. De manière générale, la hiérarchie institutionnelle reflète celle des priorités de la Chine à l'international : accès aux ressources énergétiques, internationalisation des entreprises, développement économique du pays au sens large.

Dans certains cas, l'opinion publique chinoise représente une source d'influence complémentaire à ces institutions dans

---

<sup>22</sup> Entretien, NDRC, Pékin, juillet 2012.

<sup>23</sup> La Banque chinoise de développement (国家开发银行 – *guojia kaifa yinhang*), banque d'État pour les projets d'infrastructures, a ouvert sa première succursale à l'étranger en novembre 2009 au Caire, pour développer des projets de coopération en Égypte et dans les pays africains. Il s'agissait de la première institution financière chinoise à ouvrir ses portes en Afrique du Nord. La compagnie nationale d'assurance Sinosure – 中信保 (*zhong xin bao*) – joue également un rôle important de protection des investissements des entreprises chinoises à l'étranger.

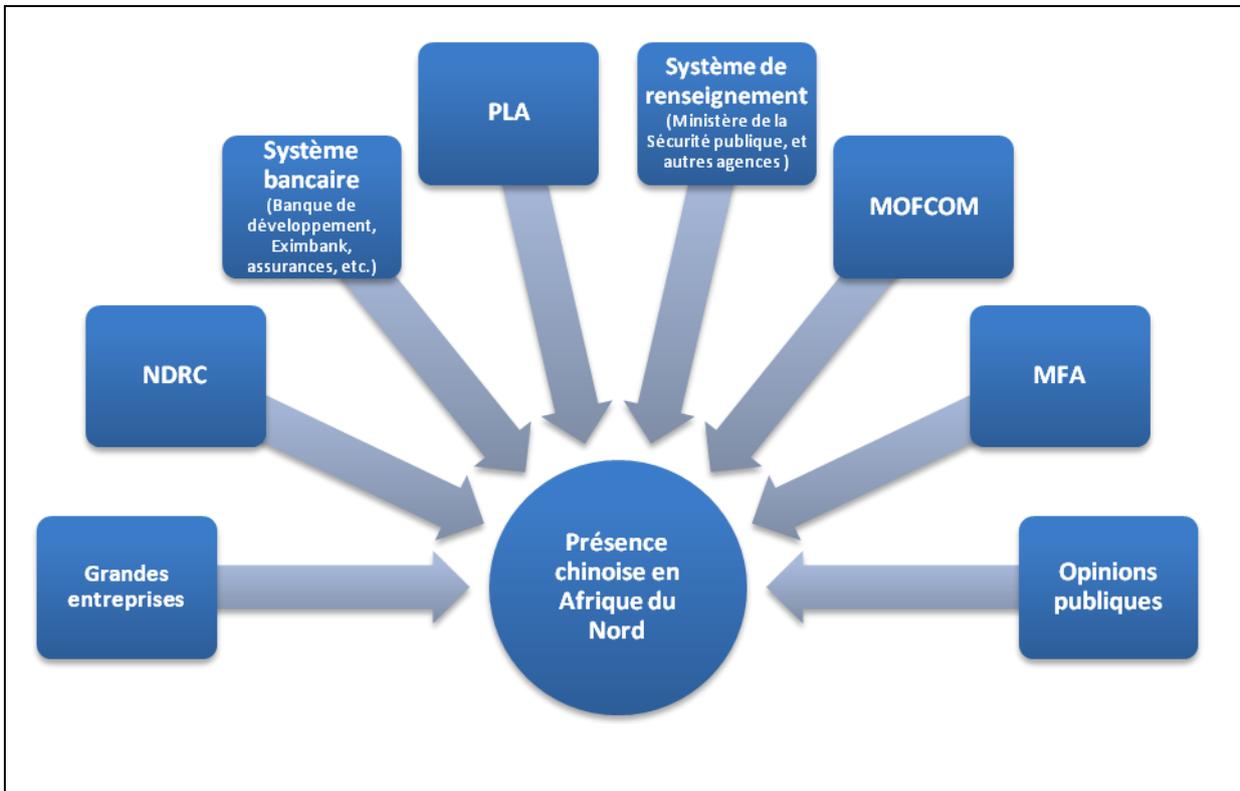
<sup>24</sup> 国家安全部 (*guojia anquan bu*).

le processus de formulation de la politique étrangère chinoise dans la région. À l'heure des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'intérêt de l'opinion publique chinoise pour l'actualité internationale est significatif, y compris concernant le monde arabe. Par exemple, la position de la Chine sur la Syrie<sup>25</sup> a été très largement discutée sur les réseaux sociaux chinois ainsi que dans les médias traditionnels (débats, analyses, etc.). Les tendances d'opinion sont dans une certaine mesure prises en compte par certains ministères (MFA, notamment), et complètent alors la liste des parties prenantes dans la formulation de la politique étrangère chinoise – il demeure toutefois difficile d'en évaluer l'influence précise sur le processus de décision.

---

<sup>25</sup> Pour un bref aperçu en français des commentaires des internautes chinois, voir par exemple « Le veto chinois sur la Syrie, sujet chaud sur Weibo », *Lemonde.fr* (blog L'Empire Weibo), 20 juillet 2012.

**Figure 1. Principales institutions intervenant dans le développement de la présence chinoise en Afrique du Nord (par ordre d'importance estimée, de gauche à droite)**



Liste non exhaustive – compilation de l’auteur sur la base d’entretiens réalisés à Pékin, juillet 2012

### ***Des intérêts parfois contradictoires***

De manière générale, il existe un manque de coordination entre les diverses institutions parties prenantes dans le développement de la présence chinoise en Afrique du Nord. Ce manque de coordination constitue un obstacle à la formulation d’une stratégie chinoise intégrée : des problèmes de coordination sont apparus au grand jour lors des situations de crise, au Soudan en 2008, ou plus récemment en Libye en octobre 2011.

La Chine ne possède pas d’instance coordinatrice de sa politique étrangère, telle que le National Security Council aux États-Unis. Des divergences émergent régulièrement entre intérêts publics et privés. Au Soudan, par exemple, la stratégie des entreprises pétrolières est globalement moins prudente que celle de l’État, qui s’engage davantage dans la protection des ressortissants qu’auparavant. La NDRC et le système bancaire ont également des approches divergentes : la NDRC, sous

l'impulsion de son bureau énergie, cherche avant tout à sécuriser et à diversifier les approvisionnements en énergie, parfois indépendamment des considérations économiques et de la rentabilité des projets initialement soutenus. Sur certains dossiers, à l'instar de celui de l'Iran, les intérêts sont contradictoires : la NDRC est en faveur d'une coopération pétrolière, alors que la Banque de Chine est soucieuse d'entretenir de bonnes relations avec les États-Unis.

Par ailleurs, ces dernières années, de nombreuses analyses sur l'internationalisation des entreprises chinoises ont souligné le soutien étroit apporté par le gouvernement chinois aux grandes entreprises nationales dans leurs stratégies d'investissement à l'étranger. Si ce soutien est réel, il n'est pas systématique et la coordination entre décisions d'État et stratégie d'entreprise est parfois surestimée : la stratégie d'investissement des entreprises n'est pas dictée par l'État. Même dans le cas des grandes entreprises d'État exerçant dans des secteurs stratégiques, c'est avant tout la direction de l'entreprise qui définit aujourd'hui les axes d'orientation de son développement à l'international<sup>26</sup>. Concrètement, la destination et le montant des investissements ne sont pas décidés par les pouvoirs publics – ceux-ci sont le plus souvent contactés en aval par l'entreprise, bien après que celle-ci a pris ses décisions d'investissement, afin d'obtenir un soutien financier et le feu vert final. Certes, une fois le projet lancé, il existe parfois sur le terrain des différences en termes de suivi institutionnel entre entreprises publiques et privées<sup>27</sup>.

### ***Absence de ligne idéologique directrice***

L'absence de coordination institutionnelle est d'autant plus forte qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de ligne idéologique directrice de la politique étrangère chinoise en Afrique du Nord. Les fonctionnaires, chercheurs et conseillers des institutions de politique étrangère affirment sans détour que la diplomatie chinoise ne tient pas compte outre mesure des orientations

---

<sup>26</sup> Entretien, NDRC, juillet 2012.

<sup>27</sup> La différence de soutien est notable par exemple au sein de la même industrie, entre entreprises publiques et privées. Par exemple, entre ZTE et Huawei. « Le contact est beaucoup plus étroit entre l'ambassade et les entreprises d'État. » Dans les deux cas, les projets des entreprises sont finalisés en coordination avec les ambassades de Chine, qui ont un droit de veto sur les projets soumis. Entretien, juillet 2012, ancien cadre de Huawei en Afrique.

politiques et idéologiques des pays avec lesquels elle entretient et développe des liens<sup>28</sup>.

Cette approche est explicite et se fonde sur le principe de non-ingérence, traditionnellement au cœur de la politique étrangère passive lancée par Deng Xiaoping. « S'il y a des problèmes dans les pays arabes, ce sont les affaires de ces pays arabes », résume un chercheur chinois spécialiste de la région<sup>29</sup>. « Notre politique étrangère n'est pas limitée par les contextes politiques des pays partenaires », explique un autre chercheur chinois spécialiste du Moyen-Orient<sup>30</sup>. De manière générale, les « partis pris » idéologiques ou politiques sont généralement perçus en Chine comme des freins illégitimes à la stratégie d'internationalisation des entreprises chinoises et d'approvisionnement énergétique.

Outre le principe de non-ingérence, il est difficile d'identifier aujourd'hui le cadre idéologique d'une stratégie chinoise dans la région. Par exemple, la Chine n'a à l'heure actuelle pas de position définie et intangible concernant la place de la religion, de l'État, des femmes, dans les pays du monde arabe. Cette réalité peut être perçue comme un avantage opérationnel, mais également comme un obstacle à la formation d'une stratégie chinoise coordonnée à l'échelle de la région : la politique étrangère chinoise ne repose pas à l'heure actuelle sur un concept fort ou sur une idée directrice à partir desquels elle pourrait articuler de façon cohérente ses prises de positions dans le monde arabe.

L'activisme chinois dans la région s'appuie dans certains cas sur des liens historiques et personnels forts, comme par exemple avec l'Algérie<sup>31</sup>. Mais ces liens sont souvent tissés indépendamment des orientations politiques ou religieuses du partenaire et peuvent être en principe rompus en cas de changement de contexte politique. Le gouvernement chinois

---

<sup>28</sup> Entretiens, Pékin et Shanghai, juillet 2012.

<sup>29</sup> Entretien, juillet 2012.

<sup>30</sup> Entretien, Pékin, juillet 2012.

<sup>31</sup> Liens historiques que les dirigeants chinois et algériens ne manquent pas de rappeler. Par exemple, lors de la 5<sup>e</sup> conférence ministérielle du Forum de coopération sino-africain, qui s'est tenue en juillet 2012 à Pékin, Abdelkader Messahel, ministre délégué algérien chargé des affaires maghrébines et africaines, avait déclaré que les relations bilatérales « ont été toujours empreintes d'exemplarité, d'abord par le soutien apporté par la Chine à l'Algérie combattante, ensuite par sa solidarité dans la phase postcoloniale de restructuration socioéconomique, pour aboutir aujourd'hui au développement continu d'un partenariat global de portée stratégique ».

envisage les relations sur une base avant tout pragmatique, dépendante du contexte et des opportunités.

L'approche pragmatique est jusqu'à présent peu remise en question en Chine<sup>32</sup>, même si elle a pu révéler dans une certaine mesure ses limites lors des révoltes dans le monde arabe et notamment en Libye. À l'inverse, le « parti pris idéologique de l'Occident », comme le formulent certains chercheurs chinois, est beaucoup plus souvent décrié en Chine depuis l'émergence des mouvements dans le monde arabe (cf. *infra* « La Chine face aux printemps arabes »).

---

<sup>32</sup> À l'exception d'une minorité de chercheurs, qui lancent des appels à l'« innovation idéologique », ou qui espèrent le développement d'une stratégie de politique étrangère plus coordonnée. Voir par exemple, pour le développement d'une stratégie dans la région du Golfe : Yu Yong, « The Achievements, Challenges and Prospects of China-GCC Trade and Economic Cooperation », *Arab World Studies*, novembre 2011, p. 38-44.

# Nouvelles orientations de la vision chinoise du Maghreb

---

L'absence de ligne idéologique directrice n'a jusqu'à présent pas empêché le développement rapide de la présence chinoise en Afrique du Nord. Toutefois, les mouvements de révolte dans le monde arabe ont révélé les failles de l'approche chinoise actuelle, et notamment le manque d'évaluation des risques dans la région.

## *La Chine face aux risques*

La dépendance énergétique de la Chine mais également la stratégie d'internationalisation de ses entreprises ont amené le pays à s'immiscer depuis bien plus d'une décennie dans les affaires d'une région où elle avait auparavant peu d'intérêts. Les contextes politiques et économiques de ces régions sont complexes et changeants et rendent la protection des intérêts et ressortissants chinois extrêmement difficile, d'autant que la tâche est relativement nouvelle pour les autorités chinoises.

Tout d'abord, les entreprises et les pouvoirs publics chinois ont été surpris par la montée des contestations de leur présence par une partie de la population locale. La présence chinoise sur le continent africain a incontestablement eu un impact positif sur le développement des économies locales : elle a contribué à la croissance des PIB nationaux et elle a également permis à certains partenaires de résister dans de meilleures conditions à la crise économique et financière. Les aspects bénéfiques du commerce et des investissements chinois sont visibles (développement des infrastructures, de projets pétroliers jugés insuffisamment rentables par les entreprises occidentales, arrivée de nouveaux produits sur les marchés locaux, baisse des prix de certains produits, etc.) et majoritairement reconnus comme tels par la majorité des dirigeants et populations du Maghreb. Cependant, ont émergé en parallèle des mouvements de contestation de la présence chinoise dans de nombreux pays africains, y compris au

Maghreb (en Algérie et en Égypte, par exemple). Certaines industries africaines naissantes ont été touchées par la concurrence chinoise (jouets, textile, produits d'artisanats, etc.), et la population locale ne bénéficie pas toujours de l'effet d'aubaine des nouveaux projets d'investissement chinois, en raison d'un taux insuffisant d'embauche et de sous-traitance locale.

La pratique couramment employée par les groupes chinois opérant à l'étranger d'importer la main-d'œuvre de Chine est de plus en plus mal perçue dans les pays de la région, où les taux de chômage demeurent très élevés. En 2009, des incidents violents ont éclaté en Algérie entre population locale et ouvriers chinois. De manière générale, les cas d'enlèvements, voire d'assassinats, d'ouvriers chinois ont augmenté ces dernières années sur le continent africain dans son ensemble. Parmi les faits marquants de ces derniers mois : le meurtre du directeur chinois d'une mine de charbon en Zambie, le 4 août 2012, au cours d'affrontements avec les mineurs révoltés par le niveau de leur salaire.

Ces mouvements de contestation ont d'autant plus surpris les autorités chinoises que celles-ci portaient souvent du postulat général que, contrairement aux anciennes puissances coloniales, la présence chinoise contribue au développement économique des pays concernés sans interférer dans les affaires locales, et donc que la Chine ne pouvait être de ce fait confrontée à des mécontentements. Encore actuellement, l'opposition anciennes puissances coloniales/Chine est récurrente dans le discours de nombreux diplomates et chercheurs chinois spécialistes du continent, et c'est parfois avec un certain malaise qu'ils font mention des heurts entre populations locales et chinoises<sup>33</sup>.

Par ailleurs, les attaques à l'encontre des ressortissants chinois ne sont pas toujours liées aux conditions d'implantation des entreprises et de travail de la population locale. Elles sont parfois le fait de groupes terroristes. En juin 2010 en Algérie par exemple, une entreprise de construction chinoise a annoncé la mort d'un de ses employés suite à une attaque terroriste.

Dans ce contexte, institutions publiques comme entreprises chinoises ont pris conscience de la nécessité de réagir et plus généralement d'anticiper davantage les risques sur le continent. Cette prise de conscience n'est pas nouvelle –

---

<sup>33</sup> Entretiens, Pékin et Shanghai, juillet 2012.

elle s'est développée au milieu des années 2000 avec l'émergence des premiers incidents – mais s'est renforcée tout particulièrement ces dernières années, face à l'augmentation des prises d'otages impliquant des ressortissants chinois et des heurts entre populations locales et chinoises. Elle s'est également renforcée alors que les États-Unis mettent en avant le respect de la population locale et plus généralement des droits de l'homme comme argument pour se différencier de leur concurrent chinois sur le continent africain – notamment depuis que la Chine a supplanté les États-Unis comme premier partenaire commercial de l'Afrique en 2009. Ainsi, le 1<sup>er</sup> août 2012 à Dakar, Hillary Clinton a, sans nommer explicitement la Chine, plaidé en faveur d'un modèle de partenariat qui « ajoute de la valeur plutôt que de l'extraire ». « Les États-Unis défendront la démocratie et les droits de l'homme universels, même lorsqu'il peut paraître plus facile ou plus rentable de détourner la tête et de continuer à exploiter les ressources. Tout le monde n'a pas cette ligne de conduite. Nous, si », avait-elle affirmé<sup>34</sup>. Cette déclaration fait suite à une autre sur le même sujet : à Lusaka en 2011, Hillary Clinton s'était déjà inquiétée des « pratiques chinoises en matière d'aide et d'investissement en Afrique, pas toujours en accord avec les normes internationales de transparence et de bonne gouvernance<sup>35</sup> ».

De fait, un nombre croissant d'entreprises chinoises s'engage désormais en matière de responsabilité sociale, soit en réponse aux appels de Pékin, soit spontanément afin de préserver ou de reconquérir une bonne image dans les pays où elles sont implantées, voire de limiter les risques d'enlèvements de ses cadres et ouvriers chinois. Certaines grandes entreprises chinoises développent ainsi de nouvelles pratiques d'implantation, mais aussi de recrutement, de formation et plus généralement de prises en compte de la situation locale, même si la mise en place est parfois lente et difficile.

Par ailleurs, un nombre croissant d'entreprises, notamment les grandes compagnies d'État du secteur énergétique et du BTP, proposent désormais des formations aux risques et à la sécurité à leurs employés chinois avant de les envoyer dans des zones à risques, notamment au Moyen-Orient et au Maghreb. Ainsi CNPC a envoyé près de 17 000 employés suivre un programme de formation en sécurité en 2009, d'après

---

<sup>34</sup> « Le cruel envers du décor de la 'Chinafrique' », *Le Monde*, 6 août 2012.

<sup>35</sup> *Ibid.*

un communiqué de presse publié par le groupe en 2010. Sur place, les entreprises chinoises développent également les liens existants avec les forces de police et les autorités locales afin de renforcer la sécurité autour de leurs infrastructures.

En parallèle, certains chercheurs spécialistes du monde arabe et conseillers occasionnels de l'État chinois, tels que Ma Xiaolin<sup>36</sup>, appellent à la création d'un « Fonds de développement sino-arabe », sur le modèle du Fonds de développement sino-africain<sup>37</sup> déjà existant, et qui aurait notamment pour but d'assurer les pays et populations du monde arabe des bénéfices économiques de la présence chinoise, des retombées locales de l'aide au développement fournie par Pékin, et, indirectement, d'améliorer l'image de la Chine dans la région.

Ainsi, au fil des investissements à l'étranger, les acteurs économiques et diplomatiques chinois se heurtent à des obstacles politiques, culturels et opérationnels. Par conséquent, ils sont de plus en plus amenés à intégrer une analyse des risques dans leurs calculs. Toutefois, la situation demeure tendue et instable pour de nombreuses entreprises chinoises implantées dans les pays du Maghreb, déjà confrontées aux risques de nature strictement économique. Par exemple, les investissements massifs chinois pour la création et le développement de la zone industrielle TEDA (Tianjin Economic-Technological Development Area<sup>38</sup>) en Égypte au nord-ouest du golfe de Suez n'ont jusqu'à présent généré aucun retour, et la situation s'avère critique actuellement, alors que la zone demeure déserte et que le gouvernement chinois est désormais réticent à verser la dernière part des investissements initialement prévus<sup>39</sup>.

## ***La Chine face aux printemps arabes***

C'est avant tout d'un point de vue de politique intérieure (risques d'instabilité) que les mouvements de révolte dans le monde arabe ont été suivis en Chine, avant que le cas libyen ne vienne rappeler aux autorités et aux entreprises la nécessité

---

<sup>36</sup> Entretien, Pékin, juillet 2012.

<sup>37</sup> China-Africa Development Fund – CADFund (中非发展基金).

<sup>38</sup> 天津经济技术开发区, construite sur le modèle de zone industrielle de Tianjin.

<sup>39</sup> Entretien, Pékin, juillet 2012.

croissante de protection des intérêts économiques et des ressortissants chinois dans la région.

### **Perceptions chinoises des printemps arabes : politique intérieure**

Face à l'émergence des mouvements de révolte dans le monde arabe, une forte nervosité a gagné les autorités chinoises, qui se sont rapidement inquiétées de l'effet domino potentiel et d'une propagation jusqu'en Chine. Ainsi, lorsque les premières tensions ont émergé en Tunisie, et durant les mois qui ont suivi, les médias chinois traditionnels (TV, presse écrite, radio – CCTV, *Quotidien du Peuple*, etc.) ont faiblement couvert les événements – ils étaient alors relatés de façon succincte et factuelle, sans analyse des causes de leur émergence ou des raisons de mécontentement de la population locale. Très peu de reportages ont à ce moment rendu compte de la situation et des évolutions en Tunisie ou en Égypte.

C'est seulement après une période de six mois environ à compter des premiers incidents en Tunisie, lorsque les autorités chinoises ont considéré que le risque de contagion jusqu'en Chine était devenu faible, que les médias traditionnels ont couvert plus largement l'actualité du monde arabe et que les nouveaux médias (blogs, réseaux sociaux) s'en sont emparés avec vigueur. Les commentaires de l'opinion publique se sont mêlés à plusieurs dizaines de milliers de commentaires politiquement corrects et subtilement formulés par les fonctionnaires de l'Internet<sup>40</sup>.

De fait, les printemps arabes ont eu un impact au sein même du territoire chinois, puisqu'ils ont indirectement mené à un renforcement du contrôle des médias. Surtout, les mouvements dans le monde arabe ont contribué à une prise de conscience renforcée de la part des autorités chinoises de la force et de la menace que peuvent représenter les mécontentements populaires. À plusieurs reprises depuis l'émergence des printemps arabes, les autorités chinoises ont lâché du lest face à des mouvements de protestation locaux qui semblaient prendre de l'ampleur, notamment via les réseaux sociaux. Par exemple, en août 2011 à Dalian (province du Liaoning, au nord-est du pays), plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés en faveur du déplacement d'une usine pétrochimique polluante. Réunis en réponse à un appel lancé sur

---

<sup>40</sup> Shichor, Yitzhak, *Storm in a (Jasmine) Teacup: China's Response to the Middle East Upheavals*, Stockholm China Forum, « Paper Series », juin 2011, p. 4.

Weibo – le Twitter chinois – et issus de différentes catégories sociales, ils ont finalement obtenu gain de cause. Tout comme les habitants de Shifang, dans le sud-ouest de la Chine, qui manifestaient début juillet 2012 contre la construction d'une usine métallurgique potentiellement polluante dans la région. Déjà fin 2011, à Wukan, village de la province du Guangdong (sud-est du pays), des habitants avaient chassé les cadres locaux accusés d'avoir saisi des terres pour les vendre à des promoteurs. Le mouvement villageois, dans un premier temps réprimé, a finalement obtenu gain de cause. Contre toute attente, le gouvernement du Guangdong a accepté l'organisation d'élections locales exceptionnelles : l'un des *leaders* de la révolte a été élu chef du comité du village et chef du parti communiste pour Wukan, en remplacement du cadre accusé.

Les réseaux sociaux – outils dont Pékin a pris conscience de la capacité d'influence lors des révoltes en Tunisie – constituent aujourd'hui un défi majeur pour les autorités chinoises, qui préfèrent accorder des concessions à certains mouvements de contestation au niveau local plutôt que de prendre le risque d'une propagation à plus grande échelle. En 2012, le parti a à la fois maintenu des mesures de répression fermes et accordé des concessions aux mouvements les plus dérangeants.

Depuis l'émergence des révoltes dans le monde arabe, les autorités chinoises ont adopté une nouvelle approche des mouvements sociaux : elles considèrent désormais qu'il n'y a pas de « petits événements<sup>41</sup> », qu'« un rien peut mettre le feu aux poudres » et donc qu'il faut considérer avec attention chaque mouvement ou critique ponctuelle. Le temps de réponse des autorités aux mouvements de protestation est devenu plus court (concessions accordées quelques jours après le début des rassemblements à Shifang, par exemple) et les cadres locaux sont eux-mêmes, davantage qu'auparavant, évalués par leurs supérieurs en fonction de leurs capacités à maintenir la stabilité du territoire dont ils ont la responsabilité.

De manière générale, les printemps arabes ont eu pour conséquence indirecte le renforcement par les autorités chinoises de l'évaluation des risques de « crise intérieure<sup>42</sup> » au sein du territoire national. Il s'agit d'une préoccupation de longue date du parti, soucieux de préserver sa légitimité, et qui s'est significativement renforcée ces deux dernières années.

---

<sup>41</sup> Entretien, Pékin, juillet 2012.

<sup>42</sup> 国内危机 (*guonei weiji*).

Les autorités évaluent avec d'autant plus d'attention les risques de crise intérieure que le pays entre dans une période de ralentissement économique : le postulat qu'il existe un lien étroit entre taux de croissance et stabilité – et en particulier qu'il existe un taux de croissance en deçà duquel la stabilité devient plus difficile à assurer – est largement partagé en Chine, et les mouvements de révolte dans le monde arabe, dans des pays aux faibles taux de croissance, ont contribué à renforcer la popularité d'un tel postulat et les inquiétudes qui en découlent à Pékin.

### **Perceptions chinoises des printemps arabes : politique étrangère**

Les investissements chinois ont été affectés par les troubles politiques et sociaux dans plusieurs pays du monde arabe. Les sommes investies et perdues dans certains pays sont massives : la Libye restera un traumatisme pour de nombreux investisseurs chinois des secteurs publics et privés, notamment mais pas uniquement dans le secteur énergétique. À l'échelle du continent, plusieurs conflits ont affecté les intérêts chinois (conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud, et dans une moindre mesure en Syrie<sup>43</sup>).

Toutefois, les conséquences en termes d'approvisionnement énergétique demeurent relativement limitées pour la Chine<sup>44</sup>. Les pays affectés par les printemps arabes ne comptent pas parmi les principaux fournisseurs de pétrole de la Chine. Le volume de pétrole brut libyen exporté vers la Chine en 2010 représentait 3 % du volume total des importations chinoises de pétrole et la part de la Tunisie, de l'Égypte et de la Syrie dans les importations chinoises de pétrole est bien inférieure à celle de la Libye. Les exportations de l'ensemble de la région Afrique du Nord représentent un volume significatif mais qui ne met pas en péril la sécurité énergétique de la Chine en cas de diminution. Comme pour une majorité de pays importateurs, c'est indirectement, avec l'augmentation des prix du brut, que l'approvisionnement pétrolier chinois a été affecté.

De fait, les échanges commerciaux suivent leur cours au gré des opportunités. Les médias officiels chinois ont tenu à souligner que « le commerce entre la Chine et les pays arabes

---

<sup>43</sup> D'après les statistiques des douanes chinoises, reprises par Xinhua, 17 août 2012 : le commerce entre la Chine et le Soudan a ainsi chuté de 4,9 %, alors que les échanges avec la Syrie ont reculé de 37,9 % au premier semestre 2012.

<sup>44</sup> Shichor, Yitzhak, *op. cit.*, p. 1-2.

[est] en plein essor malgré les troubles politiques<sup>45</sup> », s'appuyant sur les conclusions d'un rapport de la CASS publié en juillet 2012, et soulignant la forte augmentation des échanges<sup>46</sup> par rapport à 2004. Selon les statistiques des douanes chinoises, le commerce entre la Chine et les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'est élevé à près de 112 milliards de dollars<sup>47</sup> au premier semestre 2012, soit une croissance de 22,1 % en glissement annuel. En 2011, ce chiffre s'élevait en fin d'année à 195,9 milliards de dollars, en hausse de 34,7 % par rapport à l'année précédente.

Le retour à la stabilité des pays concernés par les révoltes, mais aussi les risques de contagion à d'autres pays de la région, étaient au cœur des préoccupations de plusieurs grandes entreprises chinoises fortement implantées dans la région. Huawei par exemple a fait appel à des consultants et chercheurs spécialistes de la région pour savoir si des révoltes pouvaient également émerger en Algérie<sup>48</sup>. Plus généralement, les entreprises chinoises prêtent davantage attention à l'évaluation des risques des pays du monde arabe dans lesquels elles ont déjà investi ou planifient d'investir.

La situation en Libye, avec l'évacuation d'environ 37 000 ressortissants chinois en février-mars 2011, a souligné la nécessité d'évaluer les risques et de protéger les ressortissants chinois à l'étranger. Les autorités chinoises, et notamment les ambassades, tentent de prévenir ces risques. Toutefois, beaucoup d'entreprises chinoises, y compris de grande taille, affirment qu'elles ont des contacts limités, et dans certains cas inexistants, avec l'ambassade de Chine du pays d'implantation<sup>49</sup>. Le contact avec les diplomates est établi lorsqu'un problème surgit, à titre exceptionnel. Cette attitude est de plus en plus critiquée<sup>50</sup> et redoutée par les ambassades de la RPC – notamment celles présentes dans des zones à risque – qui sont parfois condamnées à intervenir en fin de course, lorsque la

---

<sup>45</sup> Titre d'une dépêche de l'agence de presse Xinhua, 17 août 2012.

<sup>46</sup> « Malgré les défis issus de la crise financière mondiale et les mutations enregistrées dans la région, le commerce sino-arabe continue à se développer fortement, atteignant 200 milliards de dollars en 2011 contre quelque 36 milliards de dollars en 2004 », a précisé Yang Jiechi, ministre chinois des Affaires étrangères, lors de la 5<sup>e</sup> conférence ministérielle du Forum sino-arabe à Hammamet, en Tunisie, en mai 2012. Il avait également affirmé que les pays arabes demeuraient le septième plus grand partenaire commercial de la Chine.

<sup>47</sup> 111,78 milliards de dollars, Xinhua, 17 août 2012.

<sup>48</sup> Entretien, Pékin, juillet 2012.

<sup>49</sup> Entretiens, Pékin et Shanghai, juillet 2012.

<sup>50</sup> Entretiens, Pékin, juillet 2012.

situation est déjà critique et difficilement réparable (kidnapping d'ouvriers, accident industriel, crise environnementale, etc.).

Par ailleurs, les PME chinoises, souvent des petites structures familiales (propriétaires-gestionnaires) n'ont qu'une expérience limitée de l'international et de la gestion des risques. Beaucoup essuient des échecs au cours des premières années d'implantation et tentent alors de développer une nouvelle approche du marché local. Les autorités chinoises suivent aujourd'hui avec beaucoup d'attention le cas de ces entreprises n'investissant pas toujours en connaissance de cause dans des zones à risque, et vis-à-vis desquelles elles exercent une influence relative – les grandes entreprises d'État tendant à s'aligner plus facilement sur les recommandations du gouvernement central. Les risques économiques sont nombreux pour les entreprises de petite taille. Le gouvernement chinois s'entend souvent avec les pays dans lesquels les grandes entreprises chinoises sont implantées pour poser des garanties pour les investisseurs chinois (compensation en cas de perte, etc.). Cependant, les compensations pour des entreprises de plus petite taille, effectuant des investissements de petit et moyen volumes, sont plus difficiles à garantir.

D'un point de vue plus général, rien n'indique que les printemps arabes ont significativement modifié la vision chinoise de la région Maghreb – Moyen-Orient.

Assurément, l'axe énergétique continuera de modeler le type de relation qu'entretient la Chine avec les pays de la région, avec une implication et un suivi plus forts avec les pays producteurs qu'avec ceux qui ne le sont pas, vis-à-vis desquels Pékin aura plus de facilité à maintenir sa politique de non-ingérence et une certaine forme de passivité vis-à-vis des affaires locales. La « pression domestique » – comme y fait référence la NDRC<sup>51</sup> – pour sécuriser et diversifier les approvisionnements énergétiques et alimenter la croissance de l'économie nationale est particulièrement forte et continuera à l'être à court et moyen terme. En parallèle, la Chine doit désormais reconstruire ses relations politiques, après la perte de liens qu'elle avait souvent opportunément tissés avec certains dirigeants, comme par exemple en Libye, où la Chine avait su tirer bénéfice des relations difficiles qu'entretenait Mouammar Kadhafi avec de nombreux pays occidentaux, notamment suite à l'attentat de Lockerbie en 1988.

---

<sup>51</sup> Entretien au sein de l'Energy Research Institute, NRDC, Pékin, juillet 2012.

Toutefois, les printemps arabes n'ont pas fait émerger de nouveaux axes de politique extérieure chinoise dans la région, et n'ont pas non plus amené Pékin à prendre davantage parti pour/contre certains acteurs politiques locaux, au contraire. Le principe traditionnel de non-ingérence est soutenu par certains chercheurs, notamment ceux exerçant dans des centres de recherche directement rattachés à des ministères, par une analyse sans détour : « Les mouvements des printemps arabes ne sont pas des mouvements pour plus de démocratie, mais tout simplement pour plus de pouvoir d'achat, de meilleures conditions de vie... en un mot pour le développement économique<sup>52</sup>. » Donc, selon eux, le rétablissement de la stabilité, souhait premier de la Chine pour la région, pourra être assuré par n'importe quel parti (démocratique ou non, religieux ou laïc), à condition que celui-ci soit capable de mettre en place une politique de développement économique efficace.

Suivant ce raisonnement, de nombreux analystes académiques et ministériels chinois soulignent que la Chine n'a pas particulièrement cherché à protéger l'ancien président égyptien Hosni Moubarak (pourtant un ami de longue date de la Chine), ou à faire tomber Mouammar Kadhafi (qui n'était pas en très bons termes avec Pékin, notamment depuis l'établissement de liens nouveaux avec Taiwan<sup>53</sup>) et que, de manière générale, la Chine peut entretenir des relations avec les pays indépendamment du parti politique et des orientations idéologiques défendues par les dirigeants locaux<sup>54</sup>. En Égypte, la Chine ne se positionne pas par rapport aux Frères musulmans, par exemple. De manière générale, les considérations politiques ou sociologiques (partis, religion) semblent avoir joué un rôle relativement mineur par rapport aux considérations économiques, à la fois dans le processus d'analyse et de prise de décisions depuis l'émergence des printemps arabes.

Parallèlement, la Chine a saisi l'opportunité des printemps arabes pour affirmer sa position de « grand pays<sup>55</sup> » auprès de son opinion publique. Les médias traditionnels ont régulièrement souligné l'importance pour la Chine de défendre

---

<sup>52</sup> À l'inverse, une minorité de chercheurs chinois font référence à un « processus de démocratisation » (民主化进程 – *minzhuhua jincheng*) qu'il faut « analyser et comprendre pour éviter les risques d'instabilité au sein de la Chine ». Entretiens, chercheur chinois, Shanghai et Pékin, juillet 2012.

<sup>53</sup> Visite du fils de Mouammar Kadhafi, Saif Al-Islam, à Taiwan en janvier 2006, et le président taiwanais de l'époque Chen Shuibian avait été reçu brièvement à Tripoli la même année.

<sup>54</sup> Entretiens, Shanghai et Pékin, juillet 2012.

<sup>55</sup> 大国 (*daguo*).

avec plus d'assurance la protection de ses intérêts nationaux à l'étranger et, plus généralement, d'affirmer sa politique étrangère pragmatique, en opposition avec le parti pris idéologique des « diplomaties occidentales ».

L'opposition Chine/Occident est particulièrement forte au sein des think thanks officiels chinois. Elle n'est pas nouvelle mais apparaît renforcée depuis l'émergence des conflits dans la région, et en Syrie notamment (remise en cause des chiffres et informations avancés « par l'Occident<sup>56</sup> », opposition entre le « *China model* » et l'interventionnisme occidental, critiques répétées des positions américaines et françaises), mais aussi plus récemment, au lendemain de l'assassinat de l'ambassadeur américain Christopher Stevens en Libye<sup>57</sup>.

Une partie des analystes chinois du monde arabe affirment désormais haut et fort que la Chine est une grande puissance économique mais également politique<sup>58</sup>, et se félicite du maintien de la position de Pékin vis-à-vis de la Syrie face aux critiques internationales. D'autres préfèrent rappeler que la Chine est une puissance émergente sans passé colonial en Afrique, dans la lignée du discours tiers-mondiste et de l'argumentation Sud-Sud que la Chine n'a jamais cessé d'employer depuis la conférence de Bandung en 1955. Cette argumentation continue d'être employée aujourd'hui et semble être réapparue – d'après les propos tenus lors des dernières rencontres officielles entre leaders chinois et africains<sup>59</sup> – avec encore plus de vigueur depuis les printemps arabes.

---

<sup>56</sup> Certains analystes et universitaires conservateurs chinois ont parlé de « manipulation » des chiffres et de la couverture des événements par « les États-Unis et d'autres puissances occidentales pour parvenir à leur fin ». D'autres, plus modérés, ont contesté cette analyse et reconnu qu'il s'agissait de mouvements issus de la population locale principalement, exaspérée par la politique des dirigeants en place. L'expression 官逼民反 (*guan bi min fan* – qui peut être traduite par : « Oppressées par le pouvoir en place, les masses se révoltent contre lui ; la mauvaise gouvernance pousse le peuple à se révolter ») a été utilisée à plusieurs reprises dans les médias chinois.

<sup>57</sup> L'agence Xinhua avait alors affirmé que l'événement et la fronde anti-américaine en cours « illustrent la mauvaise stratégie » des États-Unis et « montrent la nécessité pour Washington de repenser ses politiques dans la région », citée par Arnaud de la Grange, « La Chine fait la leçon aux USA dans le monde arabe », *Lefigaro.fr*, 14 septembre 2012.

<sup>58</sup> « Si l'on considère qu'une grande puissance l'est par 1) la taille de son économie, 2) la possession d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, 3) la capacité de ses forces militaires, alors l'on peu assurément considérer, selon cette définition, que la Chine en est une, comme le sont les États-Unis, la Russie et l'Europe. » Entretien, chercheur chinois spécialiste du Moyen-Orient, Pékin, juillet 2012.

<sup>59</sup> Par exemple, l'agence de presse officielle Xinhua écrivait, le 8 septembre 2011, dans une dépêche rendant compte d'une visite d'une délégation chinoise à Alger : « Les relations entre la Chine et l'Algérie sont un modèle des relations d'État-État et

## Sortir du flou

Les printemps arabes ont également révélé les faiblesses liées au relatif manque d'expérience et de connaissances de la Chine concernant la région. Pour une majorité d'institutions chinoises de recherche et d'analyse, le Maghreb demeure une zone encore peu connue et étudiée et les informations concernant la présence chinoise dans la région sont parfois incomplètes. Par exemple, les autorités chinoises ne semblaient jusqu'à présent pas connaître le nombre exact de leurs ressortissants présents dans le monde arabe. En Libye par exemple, Pékin aurait initialement sous-estimé le nombre total de Chinois présents dans le pays. C'est dans l'urgence, alors qu'une évacuation était imminente, que le chiffre a été réévalué<sup>60</sup>. En Algérie, le nombre total de ressortissants chinois enregistrés par les autorités chinoises serait à l'heure actuelle encore approximatif<sup>61</sup>.

Un certain manque de moyens d'analyse est également observable dans le domaine académique. Tous les spécialistes chinois de la région s'accordent à dire qu'ils ne sont pas assez nombreux. Si leur nombre était largement suffisant il y a une dizaine d'années, alors que la présence chinoise était encore limitée dans le monde arabe, tel n'est plus le cas aujourd'hui, alors que les entreprises et le gouvernement chinois ont besoin d'analyses de plus en plus précises pour prendre des décisions en toute connaissance de cause en Algérie, en Égypte ou dans d'autres pays où la présence chinoise se développe rapidement.

Certains chercheurs reconnaissent eux-mêmes le déficit de travaux de recherche sur la région. Beaucoup d'analyses et de travaux académiques ont émergé au fil de l'actualité économique et politique (sur les mouvements en Tunisie, par exemple, ou plus récemment sur la question syrienne), mais peu de travaux académiques de grande envergure existent en chinois sur les questions de société ou de religion dans le monde arabe jusqu'à présent<sup>62</sup>. Beaucoup de chercheurs

---

de la coopération Sud-Sud, a indiqué mercredi à Alger un haut responsable du Parti communiste chinois lors de sa rencontre avec le président algérien, Abdelaziz Bouteflika », Xinhua, « Les relations Chine-Algérie est un modèle des relations d'État-État (responsable chinois) », 8 septembre 2011.

<sup>60</sup> Sous-estimations de 5 000 ressortissants environ, d'après plusieurs estimations concordantes (chercheur chinois, diplomates européens), entretien, Pékin, juillet 2012.

<sup>61</sup> Entretien, Pékin, juillet 2012.

<sup>62</sup> « Nous devons développer les travaux de recherche fondamentaux, il existe à l'heure actuelle en Chine très peu de travaux sur la structure des sociétés arabes, sur les évolutions socio-économiques, [...], nous n'avons quasiment pas travaillé sur

affirment devoir faire souvent appel à des sources de seconde main en anglais, en provenance d'universités européennes ou américaines, et ne pouvoir conduire, par manque de connaissance de la langue et de contacts locaux sur place, des terrains de recherche en dehors des capitales et grandes villes des pays visités. Certains chercheurs chinois réalisent des études sur des problèmes d'« ajustement culturel » sur le territoire national, comme par exemple à Yiwu<sup>63</sup>, dans la province du Zhejiang, ville qui abrite des commerçants musulmans et plusieurs « chambres arabes du commerce<sup>64</sup> » mais ce type de terrain est plus rarement conduit en Afrique du Nord.

Une autre limite de taille est celle de la langue : parmi les 200 à 300 chercheurs chinois travaillant sur le monde arabe et le Moyen-Orient<sup>65</sup>, seule une dizaine parle arabe. La vaste majorité des chercheurs spécialistes de la région rencontrés dans le cadre de cette présente étude ne maîtrisait ni l'arabe ni le français, y compris au sein des centres de recherche exerçant une influence sur la prise de décision gouvernementale (CASS, CIIS, SIIS, par exemple). Le ministère chinois des Affaires étrangères lui-même dispose à l'heure actuelle d'un nombre significatif mais encore restreint (en comparaison avec le nombre de spécialistes d'autres zones – l'Europe par exemple) de diplomates spécialistes de la région et parlant la langue arabe<sup>66</sup>.

---

les questions de religion, de société civile, d'égalité homme-femme dans la région, et il n'existe quasiment aucune étude comparative entre les pays du monde arabe », chercheur chinois spécialiste du monde arabe (consulté régulièrement par des institutions nationales de politique étrangère), entretien, juillet 2012 [traduit du chinois par l'auteur].

<sup>63</sup> Extrait d'une étude récente sur le sujet : « *In Yiwu, Zhejiang province, most of foreign merchants are Muslims coming from the Arab world. Apart from business affairs, they are facing diversified cultural adjustment problems. As for the social regulation, the relevant government departments are also confronting difficulties under pressure. To draw the historical experiences from « Fan-fang system » (foreign people districts) which had existed in Chinese ancient society, to take up the ways used by the governments of Singapore and Japan in managing foreign Muslims, and to provide relative congenial cultural environment and supporting measures, that will help the Arab Muslims who live in China to quickly fulfill their cultural adjustments* », Ge Zhang, « Cultural Adjustments of Arab Muslims in China's Yiwu City », *Arab World Studies*, novembre 2011, n° 6, p. 60-66.

<sup>64</sup> 义乌阿拉伯商会 – Arab Chambers of Commerce in Yiwu City of China.

<sup>65</sup> The Institute of West-Asian and African Studies de la Chinese Academy of Social Sciences (CASS) regroupe à lui seul une soixantaine de chercheurs, dont une majorité travaillant sur le monde arabe.

<sup>66</sup> Cela peut en partie s'expliquer par le cloisonnement des parcours académiques en Chine – peu de double cursus/spécialités, par exemple les diplômés en relations internationales ne le sont pas en langue, et vice versa – et plus largement par le développement relativement récent des relations entre Chine et les pays de la région.

Dans ce contexte, et tout particulièrement depuis l'émergence des mouvements de révolte dans le monde arabe, les autorités chinoises semblent vouloir renforcer les capacités nationales de recherche et d'analyse de la région. Ainsi, en 2011, le ministère de l'Éducation a soutenu la création de trois nouveaux centres de recherche dédiés au monde arabe<sup>67</sup> : à l'université des langues et cultures de Pékin (BLCU), à l'Institut des langues étrangères n° 2 de Pékin (BISU), ainsi qu'à l'université du Ningxia. La création simultanée de ces trois centres pluridisciplinaires (langue arabe, politique, économie, société, culture, histoire du monde musulman) ayant vocation, selon l'agence de presse officielle Xinhua<sup>68</sup>, à devenir des centres de recherche de référence au niveau national, est un signe parmi d'autres de la prise de conscience par les autorités chinoises du déficit actuel de connaissances du monde arabe. D'autres universités disposant déjà d'un centre de recherche reconnu sur la région, telle l'université de Pékin, ont par ailleurs progressivement renforcé les liens et échanges existants avec certaines universités du monde arabe (université du Caire, par exemple, qui entretient également des liens avec la CASS). Certains chercheurs prennent eux-mêmes conscience de l'importance de considérer davantage les questions de société dans leur recherche, et de choisir des thèmes indépendamment de l'actualité et des *hotspot topics* souvent identifiés par le ministère des Affaires étrangères.

Par ailleurs, les chercheurs chinois, mais aussi les responsables d'entreprises, sont désireux d'apprendre de leurs homologues étrangers ayant accumulé une expérience plus longue dans la région. Des entreprises chinoises s'intéressent à la manière dont certaines entreprises étrangères ont fait face dans le passé à des situations similaires à celles qu'elles-mêmes rencontrent aujourd'hui. Ainsi, certains cadres dirigeants de grandes entreprises françaises ont été approchés par des confrères chinois pour partager leurs expériences et leurs approches du Maghreb<sup>69</sup>.

---

<sup>67</sup> Intitulés « 阿拉伯研究中心 » [*alabo yanjiu zhongxin*].

<sup>68</sup> « 北京语言大学成立阿拉伯研究中心 » [*Beijing yuyan daxue chengxei arabo yanjiu zhongxin*], Xinhua, 27 avril 2012, disponible sur : <[http://news.xinhuanet.com/tech/2012-04/27/c\\_123045330.htm](http://news.xinhuanet.com/tech/2012-04/27/c_123045330.htm)>.

<sup>69</sup> Entretien, cadre dirigeant (entreprise française), Pékin, juillet 2012.

# Conclusion

---

## Présence économique chinoise croissante en Afrique du Nord

Jusqu'à présent, la présence chinoise en Afrique du Nord demeure limitée : elle est plus importante via le commerce qu'à travers les investissements directs étrangers, et encore secondaire par rapport au Moyen-Orient ou à certains pays d'Afrique subsaharienne exportateurs de pétrole (Soudan, Nigeria).

Toutefois, il est probable qu'elle se renforce à moyen terme, avec le prolongement de la stratégie d'approvisionnement en ressources énergétiques et matières premières d'une part, et d'internationalisation des grandes entreprises chinoises d'autre part. Ce renforcement sera sans aucun doute favorisé par les autorités de la majorité des pays du monde arabe, qui affichent désormais ouvertement leur volonté de développer les projets de coopération avec la Chine, deuxième puissance économique mondiale, et ont multiplié les appels en ce sens lors du dernier Forum de coopération sino-arabe qui s'est tenu du 29 au 31 mai 2012 à Hammamet en Tunisie. Ainsi, le Premier ministre tunisien Hamadi Jebali y a déclaré que son pays souhaitait davantage encourager les investissements d'entreprises chinoises dans les domaines de l'énergie (renouvelable notamment), de l'agriculture et des transports. De son côté, le ministère égyptien des Affaires étrangères estime que « la Chine [...] peut aider à créer de nouvelles opportunités d'emploi pour la jeunesse arabe<sup>70</sup> » et a

---

<sup>70</sup> « *The China-Arab Cooperation Forum is particularly important to us* », Mohamed Kamel Amr, ministre égyptien des Affaires étrangères. « *Egypt and the Arab world are experiencing a rapid change* », selon Amr. « *Arab countries should focus on creating jobs for youths, because there is a huge young population in these countries. China, which has plenty of experience in this regard, as well as abundant funds, can help to create more job opportunities for Arab youths.* » Extrait de Gao Jie, Zhu Xiaolong et Abdel Fattah El Sonoty, « Interview: China-Arab Cooperation Has 'Huge' Potential: Egyptian FM », Xinhua, 1<sup>er</sup> juin 2012.

par ailleurs appelé à renforcer la coopération économique bilatérale dans le domaine du tourisme<sup>71</sup>.

La volonté de nombreux pays du monde arabe de développer les partenariats de coopération avec la Chine n'est pas nouvelle – elle s'est développée progressivement au fur et à mesure de l'ascension chinoise – mais elle s'est apparemment renforcée<sup>72</sup> depuis la crise économique et financière mondiale de l'automne 2008, face à laquelle l'économie chinoise a assez bien résisté, en comparaison de la majorité des économies européennes.

L'accès aux marchés nord-africains continuera d'attirer les entreprises chinoises, car c'est également l'accès aux marchés européens qu'elles visent par ce biais, facilité par l'existence d'accords préférentiels. De fait, le positionnement affiché de certains pays du Maghreb (Maroc, Égypte) comme plates-formes d'exportation à destination des marchés alentours représente un atout considérable aux yeux de la Chine.

### **Absence de changement radical d'approche**

Toutefois, il n'existe à l'heure actuelle aucun signe indiquant le développement d'une stratégie chinoise coordonnée à l'échelle de la région. La Chine adopte une approche pragmatique dans ses relations avec les pays étrangers, et les pays du monde arabe ne font pas exception. L'identité religieuse, la nature du régime politique ou les spécificités culturelles n'entrent pas outre mesure en ligne de compte dans les analyses de Pékin sur le monde arabe – sauf quand ces paramètres deviennent sources d'instabilité. Le printemps arabe a en ce sens conduit Pékin à anticiper davantage les risques et à suivre la situation politique de plus près dans les pays concernés. Toutefois, ces événements n'ont pas marqué un tournant fondamental dans l'approche chinoise de la région.

La construction d'une nouvelle approche ne peut être qu'un processus de longue haleine, puisqu'elle nécessiterait

---

<sup>71</sup> « *We should not neglect either the cooperation in culture and tourism between China and Arab states* », observe Amr, avant d'ajouter : « *With the Chinese people's incomes increased, tourism in China has been continuously growing, and Arab countries, which boast abundant ancient heritages and tourism attractions, should make great efforts to attract Chinese tourists.* » Extrait de Gao Jie, Zhu Xiaolong et Abdel Fattah El Sonoty, *op. cit.*

<sup>72</sup> Au regard du nombre de déclarations officielles en ce sens lors des sommets bilatéraux et multilatéraux entre la Chine et les pays arabes au cours des trois dernières années.

d'une part la définition d'une stratégie régionale, et d'autre part la création de nouveaux mécanismes institutionnels (centralisation et coordination des approches des différentes parties prenantes définissant la politique chinoise vis-à-vis du monde arabe). En effet, la coordination du processus de décision représente un problème majeur pour la politique étrangère chinoise en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ce problème n'est pas exclusif à la région, mais il y est particulièrement important dans la mesure où les divergences d'intérêts sont exacerbées dans cette zone complexe, notamment depuis l'émergence des mouvements de révolte.

Plusieurs facteurs incitent actuellement la Chine à anticiper davantage ses prises de décisions dans la région et à dessiner une politique proactive. Tout d'abord, la nécessité de protéger ses intérêts et ses ressortissants à l'étranger, toujours plus nombreux. Ensuite, la nécessité de se différencier dans un contexte de plus en plus concurrentiel au Maghreb, comme sur l'ensemble du continent africain : la Chine doit non seulement jouer avec les partenaires dits « traditionnels » (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon), mais surtout et de plus en plus avec les pays émergents, tels que la Corée du Sud, le Brésil, la Turquie ou encore l'Inde, qui dépend beaucoup de ses importations de pétrole et de minerai et possède également des entreprises de dimension internationale (Tata, Arcelor-Mittal, etc.).

Dans ce contexte, la Chine continuera sans aucun doute à être active sur les plans économique et diplomatique, et à développer ses outils de *soft power* dans le monde arabe<sup>73</sup>. Toutefois, en l'absence de stratégie régionale coordonnée, la sécurisation des ressources énergétiques et l'internationalisation des entreprises nationales resteront les axes stratégiques principaux de la Chine dans la région. La présence chinoise en Afrique continuera à se faire selon ces priorités et au cas par cas, au gré du développement des relations bilatérales. L'émergence des mouvements de révolte dans le monde arabe a généré une prise de conscience des risques et des limites de l'approche chinoise actuelle, mais n'a pas profondément modifié la donne. Un rajustement stratégique – qui serait le résultat d'une vision diplomatique et militaire mondiale, et non pas localisée – est encore loin.

---

<sup>73</sup> De nombreux chercheurs chinois ont écrit sur le sujet, appelant à renforcer les actions en ce sens. Voir par exemple Min Jie *et al.*, « The Historical Retrospect and Current Challenge of China's Public and Cultural Diplomacy towards Arab World », *Arab World Studies*, n° 6, novembre 2011, p. 53-59.

## Références

---

Caster, V., Ximena Mejia P. et Kolster, J., « The BRICs in North Africa: Changing the Name of the Game? », African Development Bank, 2011, « North Africa Quaterly Analytical ».

Chen, James, *The Emergence of China in the Middle East*, Institute for National Strategic Studies, décembre 2011, « Strategic Forum ».

China Development Bank, <<http://www.cdb.com.cn/>>.

Fan Hongda et Hong Zhen, « Analyse des risques pays au Moyen-Orient : le cas du golfe Persique », *Arab World Studies*, juillet 2010.

Glaser, Bonnie, « Ensuring the 'Go Abroad' Policy Serves China's Domestic Priorities », The Jamestown Foundation, 2007, « China Brief », vol. 7, n° 5.

Houser, Trevor, « The Roots of Chinese Oil Investment Abroad », The National Bureau of Asian Research (NBR), 2008, « Asia Policy », n° 5, p. 141-166.

Jin, Liangxing, « China and the Middle East: Energy First », *Middle East Quarterly*, vol. 12, n° 2, 2005, p. 3-10.

Lafargue, François, « La Chine en Afrique du Nord », Annuaire *IEMed* de l'Institut européen de la Méditerranée, 2008.

Ma Shaolin (dir.), 阿拉伯剧变——西亚、北非大动荡深层观察 [« Arabian Upheaval: In-Depth Observation on Turbulent West Asia and North Africa »], 新华出版社, janvier 2012.

Nicolas, Françoise, *La Présence économique chinoise et indienne au Maghreb*, Paris, Ifri, 2010, « Note de l'Ifri », Programme « Le Maghreb dans son environnement régional et international ».

Qian, Xuewen, 中阿经贸合作：形势，任务，问题与战略 [« Sino-Arab Economic and Trade Cooperation: Situations, Tasks, Issues and Strategies »], *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, Middle East Studies Institute of Shanghai International Studies University, vol. 5, n° 4, décembre 2011.

Rosen, Daniel H. et Hannemann, Thilo, « China's Outbound Foreign Direct Investment Profile : Drivers and Policy Implications », Washington, DC, Peterson Institute for International Economics, juin 2009, « Policy Brief », n° 09-14.

Schiere, R., Ndikumana L. et Walkenhorst P. (dir.), *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?*, Banque africaine de développement, 2011.

Shichor, Yitzhak, *Storm in a (Jasmine) Teacup: China's Response to the Middle East Upheavals*, The German Marshall Fund of the United States, Stockholm China Forum, juin 2011, « Paper Series ».

Woetzel, Jonathan R., « Reassessing China's State-Owned Enterprises », *The McKinsey Quarterly*, juillet 2008.

Zhang Cuirong, *中东现场:揭开伊斯兰世界的冲突迷雾*, 广西师范大学出版社, avril 2012.